

Commune de Saint-Saturnin

Assainissement collectif du village de Saint-Saturnin

MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE
et
MISSIONS COMPLÉMENTAIRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP

DOSSIER de CONSULTATION des ENTREPRISES

CHAPITRE I – SOMMAIRE.....2

Dans la mesure du possible, la numérotation des articles est basée sur celle du cahier des clauses administratives générales prestations intellectuelles ci-après désigné par C.C.A.G. prestations intellectuelles.

SOMMAIRE.....2

CHAPITRE II – GÉNÉRALITÉS.....4

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION.....4

ARTICLE 2 – DÉFINITION OBLIGATIONS GÉNÉRALES PARTIES CONTRACTANT6

2.1. *définitions*.....6

2.2. *Titulaire*.....6

2.3. *Délais*.....6

2.4. *Formes des notifications et communications*.....6

2.5. *Élection de domicile*.....7

ARTICLE 3 – COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....7

3.1. *Cotraitants*.....7

3.2. *Sous-traitants*.....7

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....8

4.1. *Pièces constitutives du marché – ordre de priorité*.....8

4.2. *Pièces à délivrer au titulaire, nantissement*.....8

ARTICLE 5 - CONDUITES DES PRESTATIONS.....8

ARTICLE 6 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE.....9

6.1. *Cautionnement*.....9

6.2. *Retenue de garantie*.....9

ARTICLE 7 – DISCRÉTION, SÉCURITÉ ET SECRET.....9

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT-OBLIGATIONS COMPTABLES...9

ARTICLE 9 – PROTECTION DE MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL...9

ARTICLE 10 – LIENS AVEC DES ORGANISMES ÉTRANGERS.....9

CHAPITRE III - PRIX ET RÈGLEMENT.....9

ARTICLE 11 - PRIX.....9

11.1. *Contenu des prix*.....10

11.2. *Détermination des prix de règlement*.....10

ARTICLE 12 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....11

12.1. *Avances*.....11

12.2. *Acomptes*.....11

12.3. *Païement pour solde et paiement partiel définitif*.....12

12.4. *Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement*.....12

12.5. *Règlement par un moyen autre que la lettre de change - relevé*.....13

12.6. *Intérêts moratoires*.....13

ARTICLE 12 BIS – MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....13

CHAPITRE IV – EXÉCUTION ET DÉLAIS.....	13
ARTICLE 13 – EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	13
13.1. Déroulement de l'exécution.....	13
13.2 Moyens confiés au titulaire.....	13
ARTICLE 14 – STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT.....	13
ARTICLE 15 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	13
ARTICLE 16 – PENALTIES POUR RETARD.....	13
ARTICLE 17 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION.....	13
ARTICLE 18 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
CHAPITRE V – UTILISATION DES RÉSULTATS.....	14
ARTICLE 19 – GÉNÉRALITÉS.....	14
ARTICLE A-20 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	14
ARTICLE A-21 – DROITS DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE A-22 – INVENTIONS, CONNAISSANCES, MÉTHODES, SAVOIR-FAIRE..	14
ARTICLE A-23, A-24, A-25 ET A-26 – BREVETS, LICENCES, CERTIFICATS.....	14
ARTICLE A-27 – GARANTIES.....	14
ARTICLE A-28, A-29, A-30 ET A-31 – PROPRIÉTÉS ET REDEVANCES.....	14
CHAPITRE VI – RÉCEPTION ET GARANTIE.....	14
ARTICLE 32 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	15
ARTICLE 33 – DÉCISIONS DE VÉRIFICATION.....	15
33.1. Décisions.....	15
33.2. Réception.....	16
33.3 – Ajournement.....	16
33.4 – Réception avec réfaction.....	16
33.5 – Rejet.....	16
ARTICLE 34 – GARANTIE TECHNIQUE.....	16
CHAPITRE VII – RÉSILIATION - LITIGES.....	15
ARTICLE 35 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	15
ARTICLE 36 – RÉSILIATION DU FAIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	15
ARTICLE 37 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 38 – EXÉCUTION PRESTATIONS AUX FRAIS & RISQUES TITULAIRE..	15
ARTICLE 39 – AUTRES CAS DE RÉSILIATION.....	15
ARTICLE 40 – DIFFÉRENDS ET INTERVENTION DU COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE.....	15
CHAPITRE VIII – RAPPEL DES DÉROGATIONS DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

CHAPITRE I : – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concernent l'exécution de l'étude énumérée ci-après :

Commune de SAINT-SATURNIN de TARTARONNE
Assainissement collectif du village de Saint-Saturnin
Mission de Maîtrise d'Oeuvre et Missions Complémentaires

Les travaux, objet du présent marché comprennent un lot unique.

Les prestations concernent une mission de maîtrise d'œuvre complète et des missions complémentaires de topographie et de dossier d'ouvrage d'épuration au titre du code de l'environnement.

Les travaux comprennent une seule tranche ferme et une option.

*La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée définie
à l'article L. 2123-1 de l'ordonnance du code de la commande publique du 26 novembre 2016
et l'article R. 2123.1 du décret du code de la commande publique du 03 décembre 2018.*

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre avec missions complémentaires.

Ce marché est décomposé en une seule tranche ferme avec une option comprenant :

- les éléments de mission de maîtrise d'œuvre « **EP** » (*Études Préalables*), « **AVP** » (*Avant-projet*) confondus avec l'élément « **PRO** » (*Projet*), « **ACT** » (*Assistance contrat de travaux*), « **VISA** » (*Examen de conformité*), « **DET** » (*direction de l'exécution des travaux*), et « **AOR** » (*assistance aux opérations de réception*).

et

- les éléments de missions complémentaires « **Topographie** » et « **dossier d'ouvrage exécuté au titre de la loi sur l'eau** ».

– l'**option** concerne l'élément de mission de maîtrise d'œuvre « **OPC** » (*Ordonnancement, Pilotage, Coordination*).

La mission confiée au Maître d'œuvre est une mission de maîtrise d'œuvre complète de type infrastructure assainissement, relative à la réalisation des réseaux assainissement de type séparatif et autres réseaux annexes de distribution d'eau potable, et d'infrastructure téléphonique et électrique, la construction de l'ouvrage d'épuration des eaux usées pour le village de Saint-Saturnin, à laquelle s'ajoutent des missions complémentaires de réalisation de la mission de travaux topographiques et du dossier de l'ouvrage réalisé au titre du code de l'environnement.

Le type, le contenu et les caractéristiques de la mission de maîtrise d'œuvre ainsi que les engagements souscrits par le maître d'œuvre se définissent compte tenu des textes ci-dessous :

- Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée dite loi MOP
- Décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- Arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.
- CCAG Prestations Intellectuelles adapté aux marchés de maîtrise d'œuvre.

Cette prestation est une mission de type « complète », et contient des missions complémentaires.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe III de l'arrêté du 21 décembre 1993.

La mission globale de maîtrise d'œuvre et d'intervention complémentaire est constituée des éléments suivants :

TRANCHE FERME	Mission de maîtrise d'œuvre	Études Préliminaires (EP) Étude d'Avant-projet (AVP) Étude de Projet (PRO) <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; margin-left: 10px;"> } <i>Éléments confondus</i> </div> Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) Examen de conformité (VISA) Direction d'exécution des contrats de travaux (DET) Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)
	Missions complémentaires	Topographie, Dossier conception STEP Code de l'Environnement
OPTION	Mission de maîtrise d'œuvre	Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)

Le projet sera présenté aux structures de financements (*Conseil Départemental, Agence de l'Eau, État*) pour demande d'attribution de subventions et si besoin, l'élaboration d'un dossier préalable d'engagement dans un programme spécifique.

Dans le cas où les aides attribuées ne permettent pas au maître d'ouvrage de réaliser cette opération dans des conditions satisfaisantes, la collectivité se réserve le droit de dénoncer le présent marché de maîtrise d'œuvre à tout instant. Les prestations réalisées seront rémunérées sans indemnités complémentaires pour le titulaire du marché. La résiliation de la mission pourrait éventuellement intervenir à la fin de l'élément de mission projet.

L'ensemble des spécifications techniques concernant chaque prestation est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le prestataire est informé qu'en raison de la mise en œuvre de la loi sur la nouvelle organisation territoriale (*Notre*), la compétence assainissement de la commune de Saint-Saturnin se verra automatiquement transférée à la Communauté de

Communes Aubrac-Lot-Causse-Tarn à la date d'échéance maximale du 31 décembre 2019 ou éventuellement antérieurement.

Le titulaire du présent contrat est informé qu'il aura l'obligation de s'adapter à cette évolution et de fait à sa passation à la nouvelle collectivité.

Il ne pourra en aucun s'opposer à cette évolution, ni ne prétendre à aucun recours d'indemnisation en cas d'abandon de un ou plusieurs éléments de mission du contrat.

ARTICLE 2 - DÉFINITION ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1. définitions

Au sens du présent document :

L'entité adjudicatrice, personne publique maître d'ouvrage est :

Commune de Saint-Saturnin de Tartaronne, département de La Lozère.

La personne responsable du marché est : M. le maire de Saint-Saturnin de Tartaronne

Le « titulaire » est le prestataire qui conclut le marché avec le maître d'ouvrage.

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

Monsieur le Trésorier-Payeur du centre des finances publiques de La Canourgue (48).

2.2. Titulaire

Le titulaire désigne dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du maître d'ouvrage. Son ou ses représentant(s) doit (doivent) être capable(s) de prendre sur place les décisions nécessaires à la réalisation des prestations et est (sont) tenu(s) d'assister aux réunions nécessaires au bon déroulement de l'étude.

2.3. Délais

Le délai d'exécution de l'étude est défini dans l'Acte d'Engagement par le titulaire lors de sa proposition d'offre. Le délai d'exécution est exprimé en mois. On considère que un mois correspond à 30,5 jours (trente jours et demi).

Le délai global de réalisation de l'étude doit être décomposé en délai d'exécution de chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre et d'éléments complémentaires et intégrera automatiquement la couverture des délais de construction et de réalisation des ouvrages.

Le délai total maximum retenu pour l'ensemble du marché est de 30 mois maximum.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de fixation finale de la durée des différentes phases de l'ensemble de la mission au moment de la mise au point définitive du contrat de maîtrise d'œuvre, cela en accord avec le titulaire du marché.

2.4. Formes des notifications et communications

La notification des décisions faisant courir un délai est faite par ordre de service.

Chaque ordre de service sera adressé au titulaire signé en quatre exemplaires par le maître d'ouvrage qui en assure la gestion.

L'entrepreneur renvoie immédiatement au maître d'ouvrage trois des quatre exemplaires après les avoir signés et y avoir porté la date à laquelle il les a reçus.

Le délai d'exécution court à partir de la date d'effet prescrite par l'ordre de service de commencer l'étude.

Il y aura un ordre de service pour chaque phase de réalisation du présent contrat.

Toute autre précision relative au marché sera ainsi transmise et notifiée de la sorte au titulaire.

2.5. Élection de domicile

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites en mairie de Saint-Saturnin jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

ARTICLE 3 – COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

3.1. Cotraitants

En cas de groupement d'entreprises, il ne sera autorisé que des groupements solidaires. Le mandataire du groupement solidaire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Il assurera sous sa responsabilité la coordination des entrepreneurs groupés (*taches d'ordonnement et de pilotage des travaux*).

3.2. Sous-traitants

En cas de désignation des sous-traitants en cours de marché, un avenant ou un acte spécial seront établis afin d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage.

L'avenant ou l'acte spécial contient tous les éléments indiqués à l'article 3.6 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

Il précise en outre le détail des prestations sous-traitées. Ce détail est établi sur la base de la décomposition de prix fournie par le titulaire et selon la même décomposition que celle du marché. La date d'établissement des prix et les modalités de variation de prix pour le sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

Le titulaire adressera au maître d'ouvrage une décomposition du montant des prestations restant à sa charge.

Le montant sous traité ne peut dépasser 40 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

En cas de désignation des sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial de sous-traitance précise :

- La nature des prestations sous-traitée
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Les conditions de paiement prévues notamment les modalités de variation des prix

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 3.6 et 12,2 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.
- Le compte à créditer
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il est en conformité avec les conditions de participation au présent contrat selon les dispositions visées aux articles 44 à 54 du décret du 25 mars 2016.
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1 à L 8221-5, L 8251-1, L 8231-1 et L 8241-1 à L 8241-2 du Code du Travail.

Par dérogation à l'article 3.6 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles, l'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne vaut qu'à la signature de l'acte de modification du marché ou de l'acte spécial de sous-traitance par la personne responsable du marché.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

4.1. Pièces constitutives du marché – ordre de priorité

L'exécution et le règlement de l'étude se feront conformément aux pièces énumérées ci-après classées par ordre de priorité décroissante.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, l'ordre de priorité retenu est celui de l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles.

4.1.a. Pièces jointes

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles avec la mise au point, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Les documents d'information joints au Dossier de Consultation des Entreprises ;
- Le détail chiffré et décomposé des prestations remis par le candidat ;
- Le mémoire descriptif et explicatif remis par le candidat ;
- Tout autre éléments technique et administratif complétant le dossier.

4.1.b. Pièces générales (non jointes au marché)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (*cf Article 4 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles*). Les plus récents prévalent dans chacune des catégories ci-après sur les plus anciennes.

- Le Code de la Commande Publique dans sa version du 01 avril 2019 composé de :
 - l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018,
 - décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G. Prestations intellectuelles) approuvé par arrêté ministériel du 16 septembre 2009 publié dans le journal officiel N°2040 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Code de l'Environnement.
- Les règlements afférents à l'exercice de la profession de géomètre.

4.2. Pièces à délivrer au titulaire, nantissement

Le titulaire est admis au bénéfice du régime institué par les articles 2391-18 à 2392-13 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018.

Le comptable chargé des paiements est M. Trésorier Payeur du centre des finances de La Canourgue.

La personne chargée de fournir les renseignements prévus est la personne responsable du marché au nom du maître d'ouvrage.

À cet effet les pièces nécessaires seront délivrées gratuitement à l'Entrepreneur conformément à l'article 4.3. du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 5 - CONDUITES DES PRESTATIONS

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure

de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable du marché conformément à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

ARTICLE 6 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

6.1. Cautionnement

Le titulaire est dispensé du versement d'un cautionnement sauf en cas de versement d'une avance.

6.2. Retenue de garantie

Sans objet

ARTICLE 7 – DISCRÉTION, SÉCURITÉ ET SECRET

Toutes les propositions techniques ou solutions présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle. La collectivité veillera au respect des règles et de l'anonymat.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT – OBLIGATIONS COMPTABLES

Sans objet.

ARTICLE 9 – PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les employés étrangers présents sur le site d'étude doivent être parfaitement en règle tant en ce qui concerne la législation sur l'immigration que celle sur le travail notamment en matière de cotisations sociales et de salaires.

L'entrepreneur est averti que si des infractions réitérées aux obligations précitées sont relevées à sa charge, il peut se voir exclu par voie de mesure générale pour un temps déterminé, ou définitivement, des marchés publics du Département, et ceci sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 – LIENS AVEC DES ORGANISMES ÉTRANGERS

Les dispositions du C.C.A.G. sont seuls applicables.

CHAPITRE II : - PRIX ET RÈGLEMENT

ARTICLE 11 – PRIX

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (*calcul des acomptes et du solde, détermination des "nets à payer", etc.*) est appelée monnaie de compte dans l'ensemble des pièces du présent marché.

Le maître d'ouvrage choisit comme monnaie de compte l'Euro (€) et les prix du marché sont établis en **EURO hors TVA**.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

11.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. En plus des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ils prennent en compte l'ensemble des sujétions indiquées au C.C.T.P.

11.2. Détermination des prix de règlement

Le présent marché est conclu à prix définitif.

La rémunération est décomposée par éléments de mission de maîtrise d'œuvre et de missions complémentaires en prix global forfaitaire définitif. Il n'y aura aucun ajustement lié au coût prévisionnel de l'ouvrage en phase Projet.

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Distribution des prix forfaitaires et des prix unitaires :

Le présent marché est passé à prix global forfaitaire. Les prix indiqués dans l'offre présentée par le titulaire sont forfaitaires.

Le prix global forfaitaire est décomposé en évaluations séparées correspondant aux différentes phases et éléments de l'étude dans le tableau de décomposition du prix forfaitaire du marché. Pour chaque phase et éléments, le prix forfaitaire englobe l'ensemble des études, déplacements et fournitures nécessaires à la réalisation des prestations, conformément aux prescriptions du présent C.C.A.P. et du C.C.T.P.

Une omission quelconque ne saurait donner droit à une majoration du prix forfaitaire.

Les prix de base sont ceux du cadre de décomposition des prix forfaitaires (*ou devis*) établis hors taxes sur la base des conditions économiques du mois de la date limite fixée pour la remise des offres.

Ce mois d'établissement est appelé " mois zéro " soit m0.

Variation dans les prix :

Les prix sont révisibles, suivant les modalités définies ci-dessous :

Les prix du marché seront révisés par application d'un coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times (I_n/I_0),$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des prestations par l'index de référence I du marché. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La révision des prix est appliquée au prix global et forfaitaire du marché.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive. Cette dernière intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

L'index de référence choisi est : **INDEX ING (Ingénierie)**

ARTICLE 12 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1. Avances

- Versement de l'avance :

Une avance est versée au titulaire du marché si le montant du marché est supérieur au seuil fixé à l'article 110 du décret marchés publics du 25 mars 2016 (à savoir 50 000 € HT), sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2391-1 du décret de la commande publique du 03 décembre 2018, sous réserve que le délai d'exécution du marché indiqué dans l'acte d'engagement soit supérieur à deux mois et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire.

L'avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Si la durée du marché tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement est supérieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché exprimé en mois.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à une clause de variation des prix.

L'avance est versée au titulaire du marché à sa demande, dans un délai de 45 jours. La demande du titulaire du marché ne peut intervenir que suite à la notification de l'ordre de service ordonnant de commencer les prestations. Le titulaire envoie sa demande de versement de l'avance au maître d'ouvrage.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, par le titulaire, à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Il ne sera pas accepté la substitution de cette garantie par une caution personnelle et solidaire.

Si cette garantie est constituée après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai de 45 jours est compté à partir de la date de justification par le titulaire du marché de la constitution de la garantie.

Les taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés par avenant.

- Remboursement de l'avance :

Le remboursement de l'avance est pris en compte en déduction des prestations réalisées par le titulaire.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte d'un montant minimum correspondant à 50 % du montant de l'avance, sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Le précompte s'effectue avant application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

- Versement de l'avance au(x) sous-traitant(s)

Il ne sera pas versé d'avance à d'éventuels sous-traitants.

12.2. Acomptes

Le versement des acomptes est basé sur les projets de décompte présentés par le titulaire. La demande de l'acompte est justifiée par la présentation d'un rapport d'études ou de justificatifs d'avancement et du bon déroulé des prestations selon chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre et de missions complémentaires.

Les acomptes seront versés, sur demande du titulaire, tous les deux mois au maximum, après production par le titulaire d'un compte rendu d'avancement de l'étude.

L'échelonnement du versement d'acomptes se fera à la suite de l'exécution totale de chaque élément de la mission de maîtrise d'œuvre et de missions complémentaires. Il ne pourra en aucun cas être versé des acomptes d'un élément de mission si l'élément précédent n'a pas été exécuté et définitivement reconnu achevé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.23 du C.C.A.G. Prestations intellectuelles, l'intervalle entre deux acomptes successifs peut dépasser trois mois.

12.3. Paiement pour solde et paiement partiel définitif

La phase Direction de l'Exécution des Travaux (DET) pourra faire l'objet d'un paiement partiel définitif à l'issue de l'établissement et acceptation du constat de fin de travaux pour les ouvrages de traitement des eaux usées. Le règlement de ce paiement s'effectue selon les mêmes dispositions que le paiement pour solde des prestations.

Après production et transmission des dossiers de recollement, des plans définitifs, des notices techniques et d'exploitation et à l'issue de la phase « Période d'Observation » et de la réception totale et définitive, le titulaire adresse au maître d'ouvrage son projet de décompte final.

Après vérification par le maître d'ouvrage, la personne responsable du marché arrête le montant du décompte général. Elle le notifie au titulaire.

12.4. Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacune des entreprises solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Par dérogation à l'article 12.43 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage avec copie du document attestant que le titulaire a bien reçu sa demande. Le maître d'ouvrage envoie copie de cette demande de paiement au titulaire.

Lorsque le sous-traitant est payé directement, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord sous la forme d'une attestation ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au maître d'ouvrage.

Si l'entreprise qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le délai maximum de paiement du sous-traitant est de trente jours à partir de la plus tardive de la date ci-après :

- Date de la réception par le maître d'ouvrage.

Le montant des sommes alors versées au sous-traitant ne peut excéder le montant des sommes restant dues au titulaire au titre du marché.

Le maître d'ouvrage envoie au sous-traitant et au titulaire copie des certificats de paiement établis au nom du sous-traitant.

12.5. Règlement par un moyen autre que la lettre de change – relevé

Le délai maximum de paiement des acomptes est fixé à 30 jours à partir de la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte.

Une copie du certificat de paiement établi par le maître d'ouvrage est envoyée au titulaire accompagnée s'il y a lieu du décompte mensuel rectifié par ses soins.

12.6. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est calculé sur la base du taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points. Le taux de l'intérêt légal est publié chaque année au Journal Officiel.

ARTICLE 12 bis – MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Par dérogation à l'article 12 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles, les pièces ne sont pas envoyées au comptable assignataire par le titulaire.

CHAPITRE IV – EXÉCUTION ET DÉLAIS

ARTICLE 13 – EXÉCUTION DU MARCHÉ

13.1. Déroulement de l'exécution

Le délai d'exécution des prestations objets du contrat est fixé par le marché (*article 3.6 de l'Acte d'Engagement*). Ce délai court à partir de la date de prise d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux selon chaque tranche et selon chaque phase.

Le délai d'exécution court jusqu'à la date de prise d'effet de la réception fixée dans le PV de réception.

Le décompte de ce délai est interrompu dès réception d'un ordre de suspension de l'exécution des travaux et reprend dès l'ordre de redémarrage des opérations.

13.2 Moyens confiés au titulaire

L'ensemble des moyens techniques, administratifs, humains nécessaires au bon déroulement de l'étude devront être fournis par le titulaire.

Le maître d'ouvrage facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des administrations ou des organismes compétents des informations dont le titulaire du marché pourrait avoir besoin.

ARTICLE 14 – STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT

Sans objet

ARTICLE 15 – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 16 – PENALITÉS POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles, en cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera appliqué à l'encontre du titulaire et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable, une pénalité correspondant à 1 / 2 000^e du montant total hors taxes du marché de maîtrise d'œuvre par jour calendaire de retard. Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 18 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations étant scindées en plusieurs phases techniques (*Éléments de mission*), l'arrêt de leur exécution peut être décidé par la personne publique à chacune de ces phases soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, dès lors que chacune des phases est assorti d'un montant. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des études ou prestations entraîne la résiliation du marché selon les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

CHAPITRE V – UTILISATION DES RÉSULTATS

ARTICLE 19 – GÉNÉRALITÉS

Le présent marché est soumis aux règles de l'option B. [Personne publique : utilisation des résultats que pour les besoins précisés par le marché, besoins propres ou ceux de tiers désignés dans le marché]

ARTICLE A-20 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE A-21 – DROITS DU TITULAIRE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE A-22 – INVENTIONS, CONNAISSANCES ACQUISES, METHODES ET SAVOIR-FAIRE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE A-23, A-24, A-25 ET A-26 – BREVETS, LICENCES, CERTIFICATS

Sans objet

ARTICLE A-27 – GARANTIES

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE A-28, A-29, A-30 ET A-31 – PROPRIÉTÉS ET REDEVANCES

Sans objet

CHAPITRE VI – RÉCEPTION ET GARANTIE

ARTICLE 32 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les vérifications des prestations se feront sur la base des documents et des éléments de mission décrits dans le CCTP.

Le titulaire du marché transmettra au maître d'ouvrage les documents et rapports pour analyse, commentaires. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander des modifications éventuelles.

ARTICLE 33 – DÉCISIONS DE VÉRIFICATION

33.1. Décisions

Par dérogation à l'article 33.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles, la décision prise par le maître d'ouvrage concernant la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations doit être communiqué sous le délai d'un mois à compter de la réception des rapports dit « provisoire ».

33.2. Réception

La réception de l'étude est validée par notification au titulaire de la réception du dossier définitif, remis à l'issue de la phase « Période d'observation de l'élément de mission AOR et prenant en compte les éventuelles demandes de modifications au dossier dit « provisoire », formulées par le maître d'ouvrage.

33.3 – Ajournement

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

33.4 – Réception avec réfaction

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

33.5 – Rejet

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 34 – GARANTIE TECHNIQUE

Sans objet

CHAPITRE VII – RÉSILIATION – LITIGES

ARTICLE 35 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

En complément des motifs figurant dans le C.C.A.G. Prestations Intellectuelles susceptibles de conduire à la résiliation du marché aux torts du titulaire, le marché peut également être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la remise des candidatures et des offres ou en cas de non-respect des dispositions des articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail (*modalités d'application modifiées par le décret 2005-1334 du 27 octobre 2005*).

ARTICLE 36 – RÉSILIATION DU FAIT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 37 – RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 38 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 39 – AUTRES CAS DE RÉSILIATION

Les stipulations du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles sont seules applicables.

ARTICLE 40 – DIFFÉRENDS ET INTERVENTION DU COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE

L'ensemble des stipulations de l'article 40 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles s'appliquent ici.

En cas de procédure contentieuse, le tribunal administratif compétent est le Tribunal Administratif de Nîmes dont l'adresse est la suivante :

16, avenue Feuchères
30 000 Nîmes

CHAPITRE VIII - RAPPEL DES DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge aux articles suivants du cahier des clauses administratives générales prestations intellectuelles :

Article du CCAP	Article du CCAG Prestations intellectuelles	Objet de la dérogation
Art 3.1	Art. 3.22	acceptation du sous-traitant
Art. 12.2	Art. 12.23	intervalle entre deux acomptes successifs
Art. 12.4	Art. 12.43	présentation de la demande de paiement du sous-traitant
Art. 12.4	Art. 12.44	information du sous-traitant en paiement direct d'un paiement à son profit
Art. 12.4	Art. 12.44	mise en demeure du titulaire en cas d'absence de réponse à une demande d'acompte du sous-traitant
Art. 12 bis	Art. 12 bis	Envoi des pièces au comptable assignataire
Art. 16	Art. 16	Montant des pénalités de retard
Art. 32	Art. 32	Délai de vérification
Art. 33.1	Art. 33.1	Délai de décision

Vu,

Lu et accepté,

Le Maire
René CONFORT

Le titulaire du marché